



Le discours de Sarkozy à Versailles «faible» en environnement

24/06/2009 11:42

Gouverner par [Sabine Casalonga](#)

Le discours du président de la République devant les parlementaires réunis en Congrès à Versailles lundi 22 juin, fixant les priorités pour la suite du quinquennat, a déçu les défenseurs de l'environnement.

Bien que «la crise écologique» et «la révolution écologique» comme moteur de transformation des modes de consommation et de production aient été évoquées par Nicolas Sarkozy, c'est avant tout la crise économique et la volonté de réguler la mondialisation qui étaient au cœur de son discours. Il a ainsi promu une logique de mondialisation «qui privilégie [...] un modèle de développement dans lequel chacun produisant plus et consommant davantage contribue au développement de tous».

Principale mesure annoncée: la mise en place d'un emprunt national afin de financer les secteurs stratégiques pour l'avenir. Ces priorités nationales seront définies par le Gouvernement en association avec le Parlement et les partenaires sociaux à l'issue d'une consultation avec les acteurs civils qui s'ouvrira le 1er juillet pour 3 mois.

Nicolas Sarkozy a évoqué le Grenelle de l'environnement qui «va créer 600.000 emplois» et «donner à la France une avance considérable dans ce qui est appelé à être au cœur du nouveau modèle de la croissance mondiale», ainsi que le projet du Grand Paris, qualifié de «laboratoire du Grenelle».

Le président a enfin confirmé sa volonté de supprimer la taxe professionnelle et son souhait «d'aller le plus loin possible sur la taxe carbone». «Plus nous taxerons la pollution et plus nous pourrons alléger les charges qui pèsent sur le travail», a-t-il indiqué.

Dans un communiqué, la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, dénonce un «discours électoral» fait «d'annonces déjà vues». «Quand Nicolas Sarkozy évoque la crise écologique, on peut se demander pourquoi, près de deux ans après le Grenelle, la loi Grenelle I n'est toujours pas définitivement votée par le Parlement.» Les Verts mettent aussi en garde contre le risque que «la taxe carbone» ne se substitue entièrement à la taxe professionnelle, «les communes se battant alors pour attirer les industries les plus polluantes chez elles».

La fédération d'associations France nature environnement (FNE) a également exprimé sa déception: «l'écologie n'est toujours pas la clé de voûte des politiques publiques». FNE déplore que Nicolas Sarkozy ne se soit pas prononcé sur les moyens à mettre en œuvre pour traduire les engagements du Grenelle.